



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 23 mars 2021

RESULTAT DU VOTE
 Nombre de votants : 33
 Voix favorables : 33
 Voix défavorables : 0
 Abstentions : 0

DELIBERATION

N° CFVU-03-FOA-016-MCC-Master-droit-social-PT-droit-social-de-l'entreprise



relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du

Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention droit social
Parcours type droit social de l'entreprise FOAD
Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année concernée,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'éludiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de la composante en date du 26 février 2021.

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention droit social parcours type droit social de l'entreprise FOAD.

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit Social, parcours type Droit social de l'entreprise FOAD, est une formation universitaire ayant pour objectif de former des apprenants en droit social de l'entreprise. L'approfondissement des connaissances se fait principalement en droit du travail et droit de la protection sociale, mais aussi dans d'autres branches du droit au confluent du droit social de l'entreprise (droit des sociétés, droit des entreprises en difficulté, droit de l'environnement, etc).

ARTICLE 2. Conditions d'accès

2.1 - L'accès en deuxième année d'une formation de deuxième cycle conduisant à un diplôme national de master est de droit pour les étudiants qui ont validé la 1ère année du Master mention droit social en FOAD à l'Université Toulouse 1 Capitole.

2.2 - L'admission en Master 2 pour les étudiants ne bénéficiant pas d'un droit à la poursuite d'études dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'Université sur proposition de la commission pédagogique.

ARTICLE 3. Redoublement

3.1-Le redoublement n'est pas autorisé sauf sur dérogation accordée par le Président sur proposition du jury d'examen.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 4. Organisation de la formation

4.1 Le Master 2ème année Droit, Économie, Gestion, mention Droit Social, parcours type Droit social de l'entreprise FOAD, est organisé sur deux semestres.

Le premier semestre du Master comprend 3 Unités d'enseignement, le second semestre, 5 Unités d'enseignement. Ils totalisent chacun 30 crédits européens (ECTS).

Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

4.2 - Un apprenant peut s'inscrire à la formation complète ou établir un rythme de progression individualisé qui ne peut dépasser une durée de deux années universitaires consécutives en s'inscrivant :

	Semestre 3	Semestre 4
Année 1	UE1, 5	UE 8
Année 2	UE 2, 3 et 4	UE 6 et 7

L'apprenant qui n'aura pas suivi la deuxième année dans la continuité de la première pourra terminer sa formation en gardant le bénéfice des unités d'enseignements précédemment acquises. Il devra toutefois suivre la procédure de candidatures en vigueur au moment de se demander de réinscription.

4.3 - L'individualisation du parcours prévue au 4.2 est limitée au choix de l'ordre des UE. En cas de changement des maquettes d'enseignements, c'est le régime des études et du contrôle des connaissances de l'année universitaire 2022/2023 qui s'appliquera.

4.4 - Modification du rythme de la formation

Le choix de suivre la formation sur un ou deux ans ne pourra être modifié au-delà d'un mois après l'ouverture des cours.

Toute note obtenue dans une matière non menée à son terme sera perdue.

4.5 La langue des enseignements est le français.

4.6 Les enseignements et les épreuves contrôle continu sont dispensés intégralement à distance sur une plateforme d'enseignement. Seules les épreuves de contrôle terminal pourront se dérouler en présentiel.

ARTICLE 5. Voie professionnelle / Voie recherche

5.1 Au cours de l'année universitaire, **l'étudiant en formation initiale** doit :

✓ Soit effectuer un stage dans une entreprise ou une autre organisation, d'une durée minimale de trois mois.

Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

✓ Soit réaliser un mémoire de recherche

L'apprenant en reprise d'étude doit:

✓ Soit effectuer un stage dans une entreprise ou une autre organisation, d'une durée minimale de trois mois.

Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

✓ Soit réaliser un mémoire de recherche,

✓ Soit justifier d'une présence en entreprise pendant une période d'au moins deux mois et rédiger un rapport d'activité sur une thématique validée par le responsable de formation.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 6. Organisation des examens

6.1 Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 7. Modalités d'organisation de la session d'examen

7.1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un examen terminal et un contrôle continu pour les UE3 et 7,
- ▶ par un contrôle continu pour les UE1 et 2
- ▶ par un contrôle terminal oral pour les UE4, 5 et 8
- ▶ par un rapport de stage, un rapport d'activité ou un mémoire pour l'UE6

7.2 Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue sous la forme de devoirs en ligne.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Tout devoir non rendu se verra attribué la note de 0/20.

Examen terminal :

Une épreuve écrite de 3 heures est organisée en fin de semestre pour les unités d'enseignement 3 et 7.

Une épreuve orale est organisée en fin de semestre pour les unités d'enseignement 4, 5 et 8

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0/20. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

7.3-Rapport de stage, rapport d'activité, mémoire :

La réalisation du stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage. Le projet de stage professionnel doit obtenir l'accord du responsable de la formation

Les apprenants en emploi réaliseront un rapport d'activité, ou un mémoire de recherche, dont le sujet doit recevoir l'accord du responsable.

7.4 Motif impérieux et légitime

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique, peut être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande, accompagnée des éléments de nature à justifier son absence, au plus tard 10 jours calendaires après la fin des épreuves de la session unique.

Le président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis d'une commission dont elle arrête la composition.

ARTICLE 8. Charte des examens

8.1 Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 9. Bonifications

9.1-Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont en annexe du présent arrêté.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 10. Condition de validation des unités et des semestres

10.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

10.2 - Les semestres sont validés isolément ou par compensation.

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (10/20).

► Par compensation :

Les semestres sont validés sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui composent l'année plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, le semestre où le candidat n'a pas obtenu la moyenne est validé par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Pour les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD

ARTICLE 11. Délivrance du diplôme

11.1-Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,999
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,999
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,999
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 23 mars 2021

Hugues KENFACK



Le Président de la Commission de la Formation
et de la Vie Universitaire

PJ : annexe 1 – Maquette des enseignements

annexe 2 – Liste des enseignements pouvant donner lieu à bonification

UNIVERSITE TOULOUSE 1 CAPITOLE

2 rue du Doyen-Gabriel-Marty - 31042 Toulouse cedex 9 - France - Tél. : 05 61 63 35 00 - Fax : 05 61 63 37 98 - www.ut-capitole.fr



DELIBERATION
N° CFVU-03-FOA-016-MCC-Master-droit-social-PT-droit-social-de-l'entreprise

ANNEXE 1

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022

Master 2 mention Droit Social Parcours Droit social de l'entreprise FOAD
Semestre 3

Compétences	UE	Enseignements	Statut	Ects	Heures de cours	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points
Compétences Transversales									
Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	UE1	Anglais 1	Obligatoire	2	10	Contrôle continu (TD)		40	40
	UE2	Anglais 1	Obligatoire	2	10	Contrôle continu (TD)		40	40
Compétences Disciplinaires									
Maîtriser le droit des relations individuelles de travail	UE3	Droit des relations individuelles de travail	Obligatoire	6	33h	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	80	40	120
Compétences de spécialités									
Confrontation du droit du travail aux nouvelles formes d'organisations du travail	UE4	Droit du travail et transformation numérique	Obligatoire	4	20h	Examen terminal – Oral	80		80
Confrontation du droit du travail aux autres branches du droit	UE5	Droit du travail et structure sociétaire	Obligatoire	16	20h	Examen terminal – Oral	80		80
		Droit social des entreprises en difficulté	Obligatoire		20h	Examen terminal – Oral	80		80
		Droit du travail et droit de l'environnement	Obligatoire		20h	Examen terminal – Oral	80		80
		Droit de l'emploi public	Obligatoire		20h	Examen terminal – Oral	80		80
TOTAL SEMESTRE 3				30	153		480	120	600



DELIBERATION
N° CFVU-03-FOA-016-MCC-Master-droit-social-PT-droit-social-de-l'entreprise

ANNEXE 1

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022

Master 2 mention Droit Social Parcours Droit social de l'entreprise FOAD

Semestre 4

Compétences	UE	Enseignements	Statut	Ects	Heures de cours	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points
Compétences transversales									
Appui à la transformation en contexte professionnel	UE6	Stage/Mémoire/Rapport d'activité	Obligatoire	12		Evaluation rapport	240		240
Compétences Disciplinaires									
Savoir négocier un accord collectif. Identifier les acteurs de la négociation collective. Rédiger un accord collectif.	UE7	Droit de la négociation collective	Obligatoire	6	33h	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	80	40	120
Compétences de spécialités									
Droit social international européen et comparé	UE8	Droit comparé du travail	Obligatoire	12	20h	Examen terminal – Oral	80		80
		Droit de la mobilité du travailleur	Obligatoire		20h	Examen terminal – Oral	80		80
		Droit fondamentaux de l'employeur et des salariés	Obligatoire		20h	Examen terminal – Oral	80		80
TOTAL SEMESTRE 4				30	93h		560	40	600
TOTAL ANNEE				60	246		1040	160	1200

COMPETENCES DU MASTER DROIT DES SOCIAL FOAD

Semestre 1 & Semestre 2

Page 8/9

TYPE COMPETENCES	BLOCS DE COMPETENCES	COMPETENCES ASSOCIEES	UE ASSOCIEES	ENSEIGNEMENTS ASSOCIES
TRANSVERSALES	Usage avancés et spécialisés des outils numériques	Se servir de manière autonome des outils numériques		Utilisation de la plateforme
	Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère	UE1 et 2	LV1 Anglais
DISCIPLINAIRES	Maîtriser le droit des relations individuelles de travail	<p>Analyser et appliquer les règles gouvernant le contrat de travail dans toutes leurs dimensions (nationale, européenne et internationale)</p> <p>Traiter une problématique salariale dans une vision d'ensemble disciplinaire et pluridisciplinaire</p> <p>Identifier, gérer et prévenir les risques juridiques en matière de relations individuelles de travail</p> <p>Concevoir, sécuriser et auditer les actes juridiques en matière de gestion de la relation d'emploi</p> <p>Assurer la veille juridique</p>	UE3	Droit des relations individuelles de travail
	Maîtriser le droit des relations collectives	<p>Identifier les acteurs de la négociation collective</p> <p>Maîtriser les règles de la négociation collective</p> <p>Savoir rédiger un accord collectif de travail</p>	UE7	Droit de la négociation collective
SPECIALITES	Droit social décloisonné	Confronter le droit du travail avec les autres branches du droit (droit des entreprises en difficulté, droit des sociétés, droit public et droit de l'environnement)	UE3	<p>Droit social des entreprises en difficulté</p> <p>Droit du travail et structure sociétaire</p> <p>Droit du travail et droit de l'environnement</p> <p>Droit de l'emploi public</p>
	Transformation du monde du travail, des modalités de travail et de la protection sociale	<p>Identifier les nouvelles formes d'organisations du travail et sécuriser juridiquement leur mise en œuvre dans l'entreprise.</p> <p>Mesurer l'impact de la transformation numérique sur l'évolution des métiers et proposer des solutions en interne à l'entreprise</p>	UE4	Droit du travail et transformation numérique
	Droit social international, européen et comparé	<p>Etude des systèmes étrangers du droit du travail</p> <p>Organiser la mobilité européenne des travailleurs en tenant compte de la réglementation sociale du pays d'accueil. Identifier les risques et les opportunités d'une mobilité internationale au regard des règles applicables du pays d'envoi et dans le pays d'accueil</p> <p>Analyse des droits fondamentaux dans les différents ordres juridiques (droit international, européen, constitutionnel, etc).</p>	UE8	<p>Droit comparé du travail</p> <p>Droit de la mobilité du travailleur</p> <p>Droit fondamentaux de l'employeur et des salariés</p>



DELIBERATION
N° CFVU-03-FOA-016-MCC-Master-droit-social-PT-
droit-social-de-l'entreprise

ANNEXE 2

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022

Master 2 mention Droit Social Parcours Droit social de l'entreprise FOAD

BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :

Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.

La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours

Chaque composante pédagogique propose une liste de bonification spécifique

Liste des enseignements donnant droit à bonification :

Engagement citoyen

Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants :

- une activité militaire dans la réserve opérationnelle,
- un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers,
- un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).